

# Contexte de l'aide humanitaire mondiale :

## Analyse du paysage

Novembre 2023

# Table des matières

<a href="#">Remerciements</a>	2
<a href="#">Sommaire</a>	2
<a href="#">1. Introduction</a>	3
<a href="#">2. Tendances de l'action humanitaire</a>	4
<a href="#">2.1. Caractéristiques des crises humanitaires</a>	4
<a href="#">Pertinence pour les organisations canadiennes</a>	7
<a href="#">2.2. Opérations et système d'intervention humanitaires</a>	8
<a href="#">Engagements internationaux</a>	8
<a href="#">Approches / Méthodes</a>	10
<a href="#">Opérations</a>	12
<a href="#">Pertinence pour les organisations canadiennes</a>	13
<a href="#">2.3. Le financement de l'action humanitaire</a>	14
<a href="#">Pertinence pour les organisations canadiennes</a>	18
<a href="#">2.4. Équité, diversité, inclusion et justice</a>	18
<a href="#">Pertinence pour les organisations canadiennes</a>	21
<a href="#">3. Réseaux humanitaires</a>	22
<a href="#">Recherche et formation</a>	22
<a href="#">Coordination et échange de connaissances</a>	23
<a href="#">Équité, diversité, inclusion et justice</a>	24
<a href="#">Localisation</a>	24
<a href="#">Opérations et logistiques</a>	25

# Remerciements

Nos remerciements s'adressent en premier lieu à Suzanne Belliveau de Nexus Cooperation, qui a mené une analyse exhaustive du paysage humanitaire mondial et de ses liens avec l'action des organisations canadiennes. La nécessité de rendre publiquement accessible le présent document, qui a été initialement rédigé dans le cadre de l'analyse stratégique du Réseau d'intervention humanitaire du Canada (RIH), a reçu un accueil favorable. Nous sommes reconnaissants de la souplesse dont on a fait montre, de l'énergie déployée et du temps consacré à l'élaboration de ce rapport. Nous tenons également à remercier Patrice Charpentier, coordonnateur du RIH et le coprésident Marc Bonomo (SOS Villages d'Enfants Canada). Enfin, ce rapport salue l'appui éditorial et le soutien technique apportés par Coopération Canada, notamment Kate Higgins, directrice générale, ainsi que Nicolas Parent et Darron Seller-Peritz, de l'équipe chargée des politiques.

## Sommaire

Publié conjointement par le Réseau d'intervention humanitaire du Canada (RIH), Nexus Cooperation et Coopération Canada, le présent document propose une analyse du panorama humanitaire pour mieux comprendre le contexte dynamique des actions humanitaires, qui façonne les opérations des organisations humanitaires canadiennes.

Les besoins humanitaires dans le monde s'amplifient. Entre 2018 et 2021, le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire a augmenté de 70 %, pour atteindre 361 millions au début de 2023. L'impact humanitaire des crises prolongées, des conflits croissants, des niveaux records de déplacements et des catastrophes climatiques est considérable. Cela a été exacerbé par la pandémie de COVID-19 et une crise alimentaire mondiale. Dans ce contexte difficile, les organisations canadiennes doivent prioriser la coordination, l'innovation, la collaboration et une souplesse pour naviguer efficacement dans ce contexte complexe.

Le système humanitaire mondial s'est considérablement élargi au cours de la dernière décennie, avec

un budget atteignant 31,3 milliards de dollars en 2021. Des écarts importants de financement de l'aide humanitaire subsistent en dépit de cette croissance : 48 appels humanitaires de 38,4 milliards de dollars ont été lancés en 2021 qui n'ont été financés qu'à hauteur de 51 %. Les crises prolongées dominent les appels de financement et le secteur humanitaire reste tributaire d'un nombre restreint de donateurs importants. Bien que l'aide internationale canadienne ait augmenté, le financement direct aux acteurs locaux reste cependant limité, ce qui est aggravé par une diminution des dons des Canadiens aux organismes de bienfaisance. Il est donc essentiel de combler ces lacunes et de promouvoir des modèles de financement durables.

Dans ce contexte de besoins de plus en plus complexes et accrus, le secteur humanitaire s'est efforcé de changer, d'innover et de répondre aux défis et aux risques. Les principaux développements en matière de programmes ont inclus l'émergence de l'approche du triple nexus, un surcroît d'investissement dans l'aide en espèces, une plus grande importance accordée à la protection et une dépendance accrue à la technologie. Les perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement, l'insécurité accrue et les attaques contre les travailleurs humanitaires ont causé d'importants défis à l'acheminement efficace d'une aide humanitaire si indispensable.

En vue d'aborder les questions d'équité, de diversité, d'inclusion et de justice (EDIJ), la tendance au sein du secteur humanitaire est à la décolonisation de l'aide et à la correction du déséquilibre des pouvoirs qui perdure dans les structures organisationnelles et les opérations des organisations humanitaires. Le système humanitaire est lui-même imprégné d'héritages coloniaux et de racisme structurel, et les organisations doivent s'engager à remédier au faible niveau de diversité au sein du personnel et des dirigeants, ainsi qu'à transférer les pouvoirs, la prise de décision et les ressources aux acteurs locaux qui connaissent le mieux le contexte. Il reste beaucoup à faire pour garantir la mise en place de mécanismes solides de prévention de l'exploitation et des abus sexuels et pour prioriser les groupes vulnérables dans l'acheminement de l'aide humanitaire.

Cette présente analyse du paysage offre un aperçu essentiel des défis et des opportunités auxquels sont confrontées les organisations humanitaires canadiennes, tout en soulignant l'importance de l'adaptation, de l'innovation, du financement durable ainsi que celle de l'engagement envers l'équité, la diversité, l'inclusion et la justice pour faire face à des crises mondiales en évolution et avoir un impact important sur ceux qui sont dans le besoin. L'analyse conclut en présentant une liste complète de réseaux humanitaires, avec lesquelles les organisations humanitaires canadiennes peuvent s'engager activement et dont elles peuvent s'inspirer, cela dans le but de faciliter les initiatives et les programmes stratégiques des organisations humanitaires canadiennes.

## 1. Introduction

Le Réseau d'intervention humanitaire du Canada (RIH) est une communauté dynamique de pratique et d'expertise composée de plus de 35 organisations humanitaires canadiennes. Le RIH cherche à partager les leçons apprises en vue de renforcer la qualité et l'efficacité de l'action humanitaire en suscitant une discussion sur les politiques et les pratiques humanitaires. Le RIH est actuellement hébergé par Coopération Canada.

La présente analyse du paysage a été menée par le RIH en 2022-2023 afin de mieux comprendre l'évolution du contexte humanitaire dans lequel le RIH et ses membres opèrent.

L'objectif de cette analyse du paysage consiste à résumer les principales tendances de l'action humanitaire à l'échelle internationale, au cours des cinq dernières années, en se focalisant sur les questions les plus pertinentes en matière d'engagement du Canada envers l'intervention humanitaire et envers les organisations humanitaires canadiennes.

Le présent rapport explore les tendances dans quatre domaines :

- (1) les caractéristiques des crises humanitaires à l'échelle mondiale ;**
- (2) le système humanitaire et ses opérations ;**
- (3) le financement de l'action humanitaire ; ainsi que**
- (4) l'équité, la diversité, l'inclusion et la justice (EDIJ) au sein de l'intervention humanitaire.**

La présente étude dresse également une liste de réseaux œuvrant dans l'espace humanitaire et qui offrent au RIH des possibilités de collaboration.

Nexus Cooperation, le RIH et Coopération Canada ont collaboré à la présente publication conjointe dans le but d'offrir une ressource aux acteurs humanitaires canadiens, bien que l'objectif premier et initial de cette étude soit d'éclairer le processus d'examen stratégique du RIH.

## 2. Tendances de l'action humanitaire

### 2.1. Caractéristiques des crises humanitaires

#### Les besoins humanitaires augmentent.

Entre 2018 et 2021, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire a augmenté de 70 %, passant de 122 millions à 218 millions.<sup>1</sup> Plus de la moitié de ces personnes – soit 155,9 millions – vivent dans seulement neuf pays.<sup>2</sup> Début juillet 2023, Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire a atteint 361,8 millions au début de juillet 2023. Les dix pays avec le plus grand nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire à cette date-là sont l'Afghanistan, l'Éthiopie, la RDC, le Soudan, le Yémen, le Pakistan, le Myanmar, l'Ukraine, la République arabe syrienne et le Sud-Soudan.<sup>3</sup>

#### Les crises prolongées représentent la majorité des personnes dans le besoin et la majorité des besoins humanitaires.

En 2021, douze des trente plans d'intervention humanitaire de l'ONU concernaient des pays ayant lancé successivement des appels pendant plus de dix ans, période durant laquelle leurs besoins financiers ont augmenté.<sup>4</sup> Parallèlement, 36 pays faisaient face à des crises prolongées, représentant 74 % de l'ensemble des personnes dans le besoin à ce moment-là.<sup>5</sup> Les réponses durables aux crises prolongées, qui affichent des besoins croissants et aucune fin en vue, continuent d'exercer une pression majeure sur le système humanitaire mondial. Un système humanitaire rigide ne peut pas facilement intervenir même si la nature prolongée de ces crises implique un changement probable des priorités et des besoins des personnes touchées, notamment au regard du soutien à l'autonomie.<sup>6</sup>

#### Les conflits sont à la hausse.

Le nombre de conflits a plus que doublé en 2020 par rapport à la décennie précédente. Les deux conflits les plus importants ont eu lieu en Syrie et au Yémen. Des violences épisodiques et chroniques sont survenues en République démocratique du Congo, en Irak, au Soudan et au Sahel. Des millions de personnes se sont retrouvées plongées dans la crise à la suite de l'escalade des conflits au Myanmar et dans le nord de l'Éthiopie. En 2020, les manifestations de violence comprenaient un nombre record de 56 conflits éphémères, dont huit qui avaient atteint l'ampleur d'une guerre. En l'absence de solutions politiques aux conflits et faute d'approches de développement pour soutenir le bien-être des populations dans les situations de conflit prolongé, la majorité des ressources humanitaires continuent d'être affectées vers des crises chroniques complexes.<sup>7</sup>

1 ALNAP. (2022). The State of the Humanitarian System, sur le site sohs.alnap.org <https://sohs.alnap.org/help-library/2022-the-state-of-the-humanitarian-system-sohs-%E2%80%93-summary>.

2 Il s'agit notamment du Yémen, de l'Éthiopie, de la République démocratique du Congo, du Nigeria, de l'Afghanistan, du Venezuela, du Soudan, de la Syrie et du Pakistan ; Initiatives de développement. (2022). Global Humanitarian Assistance Report 2022 (Rapport sur l'aide humanitaire mondiale 2022) <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2022/>.

3 OCHA. (2023). Humanitarian Action: Analysing Needs and Response [interactive map]. [https://humanitarianaction.info/?bs=eyJibG9jaYThOG\\_M1Y2MyNi00ZGZmLTQ5ZmUyYk1Mi0zYjVjYkMmUyYzgzYTciOnsic29udCl6eyJjb2x1bW4iOiJslmRpciil6ImFzYyJ9LzZwFyY2giOilifX0%3D](https://humanitarianaction.info/?bs=eyJibG9jaYThOG_M1Y2MyNi00ZGZmLTQ5ZmUyYk1Mi0zYjVjYkMmUyYzgzYTciOnsic29udCl6eyJjb2x1bW4iOiJslmRpciil6ImFzYyJ9LzZwFyY2giOilifX0%3D). Consulté le 5 juillet 2023.

4 ALNAP. (2022).

5 Development Initiatives. (2022). Global Humanitarian Assistance Report 2022. <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2022/>

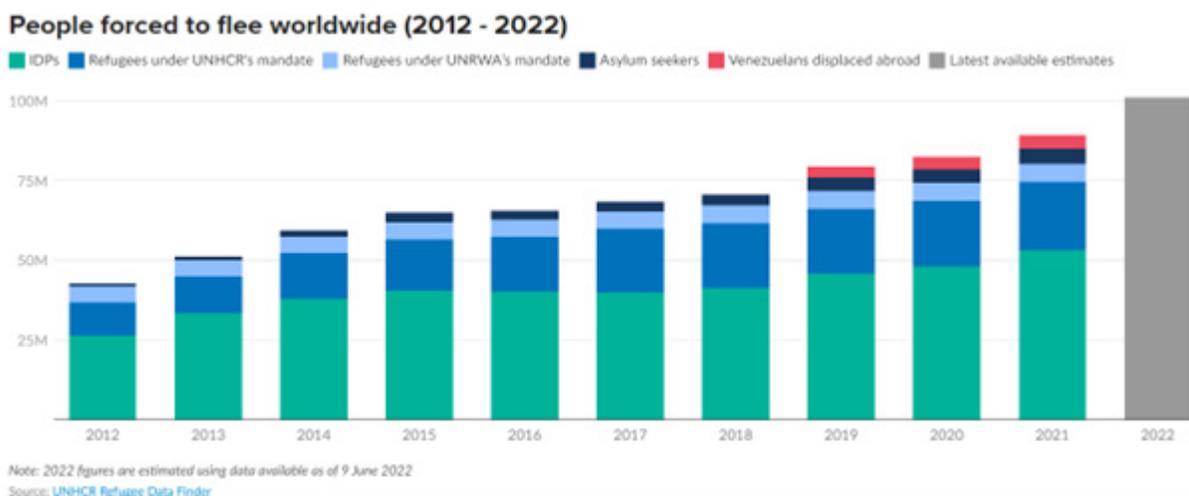
6 ALNAP. (2022).

7 Ibid.

## Les déplacements ont atteint un niveau sans précédent.

En 2021, les déplacements ont atteint leur plus haut niveau historique, augmentant chaque année depuis 2011. Ils étaient 89,3 millions, dont 27,1 millions de réfugiés et 53,2 millions (62 %) de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.<sup>8</sup> Ces chiffres datent d'avant la guerre en Ukraine, qui a fait près de 8 millions de réfugiés en Europe et 7 millions de personnes déplacées en Ukraine. Les plus récentes statistiques du HCR révèlent qu'en 2023, il y aura plus de 108 millions de personnes déplacées de force dans le monde<sup>9</sup> (voir figure 1). Ces dernières années, la plus grande proportion des personnes déplacées l'ont été à l'intérieur de leur propre pays.<sup>10</sup> Dix pays ont accueilli plus de la moitié (54%) de toutes les personnes déplacées, et la plus grande proportion de réfugiés a été accueillie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les pays accueillant le plus de réfugiés sont la Turquie (3,7 millions), la Colombie (2,5 millions), l'Allemagne (2,2 millions), le Pakistan (1,5 million) et l'Ouganda (1,5 million).<sup>11</sup> Entre 2016 et 2011, le Canada a admis 218 430 nouveaux réfugiés en tant que résidents permanents.<sup>12</sup>

Figure 1 : Personnes contraintes de fuir dans le monde entre 2012 et 2022 (HCR, 2022)



## Le changement climatique engendre des crises humanitaires et s'entrecroise avec d'autres crises.

Les huit dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées.<sup>13</sup> Le rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique que nous avons dépassé des seuils critiques. Le changement climatique modifie le comportement des tempêtes tropicales, qui deviennent plus violentes, plus fréquentes et plus imprévisibles. Des phénomènes météorologiques autrefois limités aux Caraïbes et à l'Asie du Sud se produisent désormais dans l'océan Indien. On assiste de plus en plus à des catastrophes sans précédent, notamment des vagues de chaleur extrême, qui nécessitent des interventions humanitaires pour protéger les vies et les moyens de subsistance.<sup>14</sup> Le changement climatique provoque des catastrophes d'une ampleur sans précédent. Les inondations de 2022 au Pakistan ont dépassé les inondations précédentes survenues dans ce pays, comme celles de 2010 qui ont touché 33 millions de

8 Ibid.

9 UNHCR. (2022). Global Trends (Portail de données). Consulté le 9 mars 2023. <https://www.unhcr.org/fr/global-trends>

10 UNHCR. (2022). Tendances mondiales [Portail de données]. Consulté le 9 mars 2023. <https://www.unhcr.org/fr/global-trends>

11 UNHCR. (2022). Refugee Data Finder (Portail de données). Consulté le 9 mars 2023. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/>

12 « Les immigrants représentent la plus grande part de la population depuis plus de 150 ans et continuent de façonner qui nous sommes en tant que Canadiens » 26 octobre 2022, sur le site de Statistique Canada <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221026/dq221026a-fra.htm>

13 OCHA. 2022. Aperçu de la situation humanitaire mondiale <https://reliefweb.int/report/world/global-humanitarian-overview-2023-enaresfr>.

14 De Geoffrey, V., Knox Clarke, P., Bhatt, M., & Grunewald, F. (2021). Adapter l'action humanitaire aux effets du changement climatique (ALNAP Lessons Paper). Réseau d'apprentissage actif pour la responsabilité et la performance. <https://www.alnap.org/help-library/alnap-lessons-paper-adapting-humanitarian-action-to-the-effects-of-climate-change>

personnes, déplacé près de 8 millions de personnes et causé des pertes et des dommages estimés à 30 milliards de dollars. Aux Philippines, le super-typhon Rai de 2021 a touché près de 10 millions de personnes, détruit ou endommagé 1,7 million d'habitations et endommagé les infrastructures et les services de base.<sup>15</sup> La Corne de l'Afrique connaît actuellement la sécheresse la plus longue et la plus grave jamais enregistrée, après cinq saisons sèches consécutives.<sup>16</sup>

En 2021, la moitié des personnes ayant besoin d'une aide humanitaire (environ 152 millions de personnes) vivait dans des pays très vulnérables aux effets du changement climatique. Les deux cinquièmes des personnes dans le besoin (environ 119 millions de personnes) vivaient dans des pays en proie à des conflits de haute intensité, à une grande fragilité socio-économique et à une forte vulnérabilité au changement climatique.<sup>17</sup> L'intersection des conflits et de la vulnérabilité au climat est particulièrement problématique. Le changement climatique exerce, par exemple, une pression sur les ressources rares, telles que l'eau, ce qui peut augmenter, déclencher ou influencer les conflits lorsque les groupes tentent de contrôler ou d'exploiter les maigres ressources.<sup>18</sup>

## La COVID-19 a bouleversé le secteur humanitaire à l'échelle mondiale.

La pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations rapides et de grande envergure qui ont affecté les populations du monde entier.<sup>19</sup> La pandémie a d'abord inversé l'hypothèse s'appliquant aux endroits où les crises sévissent, étant donné qu'à ses débuts, la majorité des décès étaient signalés en Europe et aux Amériques. Par la suite, 53 % des décès ont été enregistrés dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La pandémie a remis en question la capacité des économies à soutenir les populations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Elle a également mis au défi le fonctionnement du système humanitaire, avec le retrait de nombreux membres du personnel international et l'interruption des chaînes d'approvisionnement.<sup>20</sup> Elle a affecté l'accès et l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment par des restrictions sur les voyages, des mises en quarantaine et des obstacles bureaucratiques accrus.<sup>21</sup> La pandémie a modifié l'ampleur des besoins humanitaires, car elle est venue s'ajouter à des risques préexistants et exacerber les vulnérabilités existantes.<sup>22</sup> Par exemple, elle a réduit à néant les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté, avec 97 millions de personnes basculant sous le seuil de pauvreté.<sup>23</sup> L'impact de la COVID-19 a été particulièrement préoccupant pour les pauvres des zones urbaines, les personnes âgées, les personnes détenues, les migrants et les réfugiés, les femmes et les enfants, les victimes survivantes de violences sexuelles et sexistes et les personnes handicapées.<sup>24</sup>

## Le système humanitaire doit répondre aux crises en cascade.

Les pays font face à plusieurs crises simultanément. A travers le monde, la moitié des pays - dont les populations nécessitent une aide humanitaire - font face à plusieurs formes de crises humanitaires, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles, de crises liées aux conflits ou encore de déplacements massifs de

15 OCHA. (2022). Humanitarian Needs and Priorities Revision: Super Typhoon Rai (Odette). (Révision des besoins et priorités humanitaires Révision des besoins et priorités humanitaires : super typhon Rai -Odette). <https://reliefweb.int/report/philippines/philippines-super-typhoon-rai-odette-humanitarian-needs-and-priorities-revision>

16 Cassidy, E. (2022). Worst Drought on Record Parches Horn of Africa. NASA Earth Observatory. <https://earthobservatory.nasa.gov/images/150712/worst-drought-on-record-parches-horn-of-africa#:~:text=As%20the%20end%20of%202022,raise%20livestock%2C%20and%20buy%20food.>

17 Initiatives développement. (2022).

18 Kohler, C. (2020). Climate Change makes the Weaponization of Resources more effective than ever before. DGVN. <https://dgvn.de/meldung/climate-change-makes-the-weaponization-of-resources-more-effective-than-ever-before>.

19 ALNAP. (2021). Learning from Disruption: ALNAP 2021 Meeting Study. <https://reliefweb.int/report/world/learning-disruption-alnap-2021-meeting-study>.

20 ALNAP. (2022).

21 Brubaker, R., Day, A., Huve, S. (2021). COVID-19 and Humanitarian Access: How the Pandemic Should Provoke Systemic Change in the Global Humanitarian System. <https://cpr.unu.edu/research/projects/the-impact-of-covid-19-on-humanitarian-access.html#outline>

22 Initiatives développement. (2022).

23 ALNAP. (2022).

24 <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/432/FAAE/Brief/BR11051538/br-external/InternationalCommitteeOfTheRedCross-e.pdf>

population.<sup>25</sup> Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 a forcé les organisations à répondre simultanément à des événements en cascade, ajoutant une nouvelle crise aux crises existantes. Les personnes déplacées par des conflits, des catastrophes naturelles ou pour toute autre raison, sont particulièrement vulnérables aux épidémies de COVID-19, surtout dans les situations de surpeuplement. En outre, le pays moyen accueillant des populations déplacées affichait des taux de vaccination contre la COVID-19 nettement inférieurs (26 %) à l'objectif mondial de 40 %.<sup>26</sup> Ces crises en cascade posent des problèmes considérables aux pays où elles se produisent. Ces pays n'ont pas suffisamment de temps pour se remettre d'un événement ou d'une crise avant qu'un autre ne se produise. Ces crises cumulées et simultanées mettent à rude épreuve les capacités financières et humaines du système humanitaire mondial.

## Une crise alimentaire mondiale est en cours.

Une crise alimentaire mondiale est en cours, provoquée par les conflits, les chocs climatiques, les hausses des prix des denrées alimentaires et la menace d'une récession mondiale.<sup>27</sup> Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire a atteint 160 millions en 2021, soit un tiers de plus que l'année précédente. Près d'un quart de ces personnes, soit 33 millions, ont connu des niveaux d'urgence d'insécurité alimentaire. Les conflits ont été le principal facteur d'insécurité alimentaire dans trois (Éthiopie, Yémen et Soudan du Sud) des quatre pays avec des populations en proie à la famine.<sup>28</sup> Les prix des denrées alimentaires, qui ont atteint leur niveau le plus élevé en dix ans, augmentent rapidement depuis le milieu de 2020. Dans 99 pays, l'inflation alimentaire en glissement annuel est égale ou supérieure à 10 %, et elle excède 15 % dans 63 autres pays.

## Éléments pertinents pour les organisations canadiennes

**Ces changements des caractéristiques propres aux crises humanitaires ont des implications considérables pour les organisations humanitaires canadiennes.**

- L'ampleur, la fréquence et le chevauchement des crises humanitaires, qui peuvent mettre à rude épreuve la capacité de réaction des organisations canadiennes, devraient mettre davantage l'accent sur la coordination aux niveaux national et international afin d'améliorer l'efficacité des activités.
- Les organisations devront probablement ajuster leurs approches pour répondre aux crises prolongées, et l'accent mis sur les crises prolongées risque d'éclipser les urgences humanitaires de faible ampleur dans d'autres pays. Les organisations humanitaires canadiennes devraient également réfléchir à la manière de contribuer aux changements du système humanitaire mondial pour qu'il soit mieux adapté à ses objectifs.
- Les migrations transfrontalières génèrent des réponses multi-pays qui requièrent qu'un soutien humanitaire soit apporté à des pays non traditionnels, ne figurant pas forcément sur la liste de l'aide publique au développement (APD). Avec les déplacements de population qui s'accroissent, le Canada pourrait accueillir davantage de réfugiés. Aussi, les organisations humanitaires canadiennes ayant des mandats nationaux et internationaux pourraient chercher à contribuer à la coordination de l'aide aux réfugiés, notamment en cas d'afflux soudain de réfugiés.
- Le Canada ressent également les effets du changement climatique, de la pandémie, de l'inflation et de l'insécurité alimentaire. Les organisations canadiennes doivent reconnaître ces besoins croissants, réels et perçus, au niveau national, et ce que cela signifie pour les efforts canadiens visant à répondre aux besoins humanitaires à l'échelle mondiale.

<sup>25</sup> Initiatives développement. (2022).

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> OCHA. (2023).

<sup>28</sup> Initiatives développement. (2022).

## 2.2. Activités et système d'intervention humanitaires

### Le système humanitaire s'est développé au cours de la dernière décennie.

Le budget du système humanitaire mondial a atteint 31,3 milliards de dollars en 2021, soit près du double de ce qu'il était dix ans auparavant. Le nombre d'organisations humanitaires a augmenté de 10 % au cours de la même période, atteignant environ 5 000 organisations, tandis que le personnel humanitaire travaillant dans des contextes de crise a augmenté de 40 %.<sup>29</sup>

### Engagements internationaux

#### Les appels au changement dans le système humanitaire se multiplient, encouragés par des événements et accords récents.

Parmi les nouveaux accords figurent le Pacte mondial sur les réfugiés (PMR) et le « grand compromis » (Grand Bargain). L'année 2020 a été marquée par le double bouleversement de la pandémie COVID-19 et du mouvement de « décolonisation de l'aide »<sup>30</sup>. Le sixième rapport d'évaluation du GIEC signale que nous avons franchi des seuils critiques ou points de basculement en matière de changement climatique et il réclame une action immédiate. Ces accords et événements, qui ont suscité une réévaluation du système humanitaire, n'ont pas forcément abouti à la réinitialisation attendue de l'ensemble du secteur.<sup>31</sup>

#### Pacte mondial sur les réfugiés (PMR).

Adopté en décembre 2018, le Pacte mondial sur les réfugiés (PMR) est une orientation-cadre non contraignante.<sup>32</sup> Le PMR vise à transformer la manière dont la communauté internationale et les gouvernements d'accueil travaillent en vue d'un partage plus équitable des responsabilités et d'un allègement de la pression sur les pays d'accueil des réfugiés. Le niveau d'engagement varie entre les pays d'accueil, qui incluent l'Ouganda, l'un des premiers pays à adopter le PMR. Il fournit un cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF), guidant les réponses en faveur de ces derniers, en particulier dans les pays qui connaissent d'importants mouvements de réfugiés ou des situations de déplacement prolongées. Il s'articule autour de solutions durables acceptées, à savoir l'intégration locale, la réinstallation dans un pays tiers ou le retour au pays en sécurité.<sup>33</sup> L'objectif était de réinstaller 70 000 réfugiés par l'intermédiaire du HCR sur une période de trois ans, mais la pandémie de COVID-19 a interrompu la réinstallation des réfugiés. En conséquence, l'année 2020 a affiché son plus faible niveau de réinstallation des réfugiés depuis deux décennies.<sup>34</sup>

#### Le « Grand Bargain » (Grand compromis).

Le Sommet humanitaire mondial (SHM) de 2016 a débouché sur un accord unique entre les donateurs et les organisations humanitaires, connu sous le nom de « Grand Bargain » (Grand compromis). Il vise à « garantir plus de moyens entre les mains des personnes dans le besoin et à améliorer l'efficacité et l'efficacités de l'action humanitaire ».<sup>35</sup> L'accord initial comprenait 51 engagements répartis en dix axes de travail thématiques, censés réduire les besoins humanitaires, approfondir et élargir la base de ressources et améliorer la fourniture de l'aide.

29 ALNAP. (2022).

30 ALNAP. (2021).

31 Alexander, J. (2022). Aid policy trends to watch in 2022. The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2022/1/3/aid-policy-trends-to-watch-in-2022>.

32 UNHCR. (2018). Global Compact on Refugees. <https://www.unhcr.org/5c658aed4.pdf>.

33 Ibid.

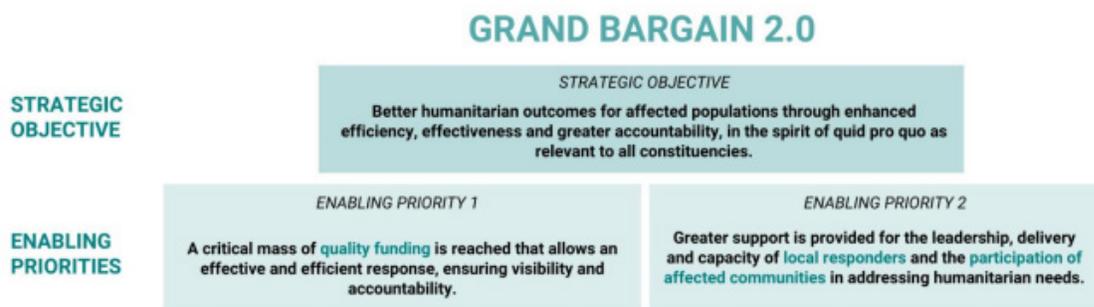
34 ALNAP. (2022)

35 Comité permanent interorganisations (2022). The Grand Bargain (site web officiel). <https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain>

Le plus important parmi ces engagements est d'assurer la fourniture **d'au moins 25 % du financement mondial annuel de l'aide humanitaire aux acteurs nationaux et locaux « de la manière la plus directe possible » d'ici 2020**. Les autres priorités incluaient une plus grande utilisation des programmes basés des transferts monétaires (en espèces), le soutien aux intervenants locaux et nationaux et une participation accrue des communautés touchées par les crises dans les décisions d'assistance humanitaire.

L'accord a été signé par 63 donateurs, organisations et réseaux, dont le Canada. Le cadre a été révisé pour se concentrer sur un ensemble plus restreint de priorités. L'engagement a été renouvelé en faveur du « Grand Bargain 2.0 », qui se concentre sur deux outils clés : **le financement de qualité et la localisation ou participation**.<sup>36</sup> Le financement de qualité est axé sur un financement pluriannuel plus prévisible (en particulier pour les crises prolongées), qui comprend des arrangements **flexibles** et qui est acheminé aussi près que possible de la ligne de front.

Figure 2 : Priorités du Grand Bargain (Grand compromise) 2.0 (IASC Grand Bargain, 2022)



### La tendance est à la localisation, même si les progrès sont lents.

La localisation peut être considérée comme une transformation du système humanitaire qui favorise les prises de décisions stratégiques, opérationnelles et financières par les acteurs humanitaires locaux et nationaux. Cette transformation nécessite un déplacement de l'équilibre des pouvoirs : passant Bargain (des régions où les décisions sont habituellement et traditionnellement prises vers les zones touchées par les crises humanitaires. Plus de 90 % du personnel humanitaire est composé d'employés nationaux, mais ceux-ci sont sous-représentés aux postes de direction et de décision.<sup>37</sup> La participation des acteurs locaux aux mécanismes de coordination humanitaire s'est accrue. Par exemple, en 2020, les ONG nationales représentaient 44 % des membres des groupes sectoriels de coordination au niveau mondial. En outre, les acteurs locaux et nationaux faisaient partie d'environ 80 % des équipes de pays chargées des actions humanitaires.<sup>38</sup> Toutefois, en ce qui concerne le financement, les objectifs n'ont pas été atteints. En 2020, les acteurs locaux ont observé une augmentation initiale du financement direct de 3,1 %, à la suite du Grand Bargain (Grand compromis) et en réponse à la COVID-19, avant de chuter à 1,2 % en 2021. Douze des signataires du Grand Bargain<sup>39</sup> ont toutefois déclaré avoir atteint ou dépassé l'objectif d'assurer la fourniture d'au moins 25 % du financement mondial annuel de l'aide humanitaire aux acteurs nationaux et locaux.<sup>40</sup> Les obstacles à la localisation incluent les politiques et les capacités des donateurs, notamment la capacité des ONG locales à gérer une réponse et un afflux important de fonds, la capacité limitée des ONG locales à appliquer les principes humanitaires et la réticence de la communauté internationale à modifier le statu quo.

36 Metcalfe-Hough, V., W. Fenton, P. Saez, and A. Spencer. (2022). The Grand Bargain in 2021. An independent review. <https://odi.org/en/publications/the-grand-bargain-in-2021-an-independent-review/>.

37 ALNAP. (2022).

38 OCHA Services. (2022a). Introduction: Humanitarian Action. Analysing Needs and Response. <https://humanitarianaction.info/article/glance-0>

39 CAFOD, Care International, Christian Aid, the Czech Republic, France, IFRC, OCHA for CBPFs, Spain, Trocaire, UNHCR, UNICEF and WHO.

40 Metcalfe-Hough, V., W. Fenton, P. Saez, and A. Spencer. 2022

## Les approches (en intervention)

### De nouvelles pratiques opérationnelles sont mises en œuvre au sein de l'espace humanitaire par le biais d'une approche « triple nexus ».

En 2016, lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, un appel a été lancé en faveur d'une « nouvelle méthode de travail » pour améliorer l'efficacité de l'aide dans les zones fragiles et touchées par des conflits. Cette nouvelle méthode de travail a cherché à rassembler les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix afin de collaborer plus étroitement à la réalisation de résultats collectifs, pour répondre aux besoins immédiats tout en réduisant les risques et les vulnérabilités. C'est ce qu'on appelle l'approche du triple nexus.<sup>41</sup> Cette approche répond également aux appels de plus en plus nombreux des personnes touchées par les crises, qui demandent davantage d'aide pour maintenir ou améliorer leurs moyens de subsistance et leur éducation.

En 2019, le CAD de l'OCDE a publié des [Recommandations sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#). L'une des recommandations était d'effectuer des analyses conjointes sur les causes profondes et les déterminants structurels des conflits. Des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'une compréhension commune du problème au niveau national et dans la conception de résultats collectifs. Un [cadre d'analyse intersectorielle conjoint](#) (JIAF) a été élaboré, fournissant un cadre commun pour l'analyse intersectorielle partagée des besoins. Le cadre d'analyse intersectorielle conjoint et le concept plus large d'analyse intersectorielle conjointe ont suscité une adhésion croissante. Plusieurs organisations ont piloté des approches nexus, en particulier des ONG à mandats multiples comme [Oxfam](#) et le [Secours islamique](#). Il n'y a encore aucune preuve suggérant que l'approche nexus aide ou entrave les progrès dans la réalisation des résultats à long terme. Cependant, les occasions ne manquent pas de partager les bonnes pratiques et l'apprentissage. L'approche fondée sur le triple nexus se heurte encore à plusieurs obstacles, notamment l'absence de consensus sur la pratique, des mécanismes de financement incompatibles, des principes humanitaires compromis et des ressources limitées détournées au détriment d'une intervention salvatrice qui est nécessaire.<sup>42</sup>

### L'aide en espèces et en bons d'achat est de plus en plus utilisée.

L'un des engagements du Grand Bargain (Grand compromis) était d'augmenter l'aide fournie en espèces et en bons d'achat, plutôt qu'en nature, offrant aux bénéficiaires un plus grand choix, une plus grande dignité et une plus grande autonomie. Entre 2018 et 2021, on estime à 30 % l'augmentation du financement et de l'assistance en espèces et en bons (CVA), due en partie à la pandémie de COVID-19. Le financement total consacré à la CVA est passé de 4,7 milliards de dollars en 2018 (14 % du total de l'assistance humanitaire internationale ou AHI) à 6,7 milliards de dollars en 2021 (19 % de l'AHI).<sup>43</sup> Les agences de l'ONU représentent la plus grande proportion de la CVA (61%). Il est prouvé que la plupart des personnes dans les zones de crise préfèrent l'aide en espèces à l'aide en nature, et l'on s'attend à ce que cette méthode continue de croître. Il y a également une préférence pour l'aide en espèces par rapport à l'aide sous forme de bons. Entre 2019 et 2021, la proportion est restée d'environ 71% pour l'aide en espèces et 29% sous forme de bons. Les organisations ont augmenté leur capacité à fournir des CVA.

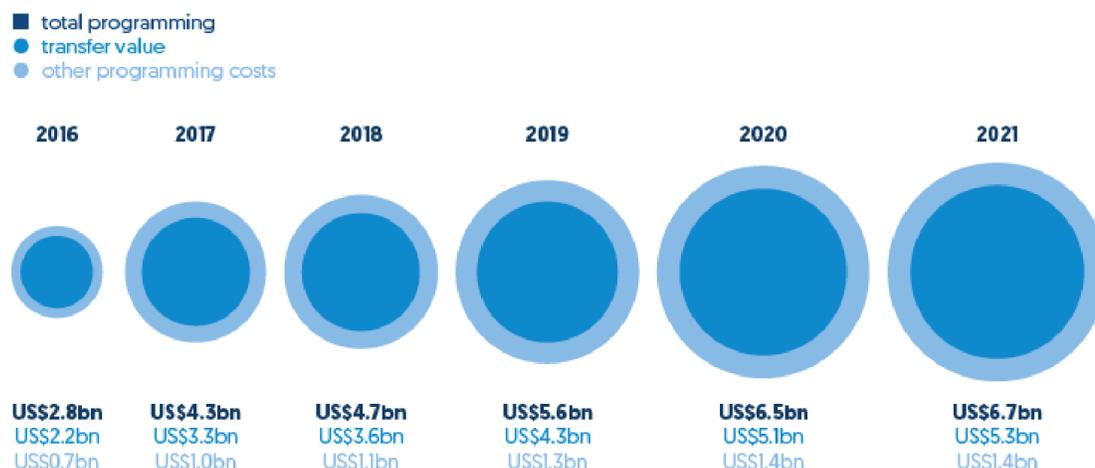
41 Brown, S., and Mena, R. (2021). A review of the triple nexus approach in discourse and practice with a focus on Islamic Relief's triple nexus programme. <https://globalcompactrefugees.org/sites/default/files/2021-11/A%20review%20of%20the%20triple%20nexus%20approach%20in%20discourse%20and%20practice.pdf>.

42 Ibid.

43 Ibid.

Des améliorations sont toutefois nécessaires pour s'assurer que les préférences des populations dictent le choix des modalités de paiement, en tenant compte de l'accès des populations touchées aux technologies et de leur niveau d'alphabétisation, en améliorant la communication sur le ciblage et la durée de la CVA, en améliorant la coordination avec d'autres organismes, et en atténuant les risques liés à la violence basée sur le genre envers les femmes recevant une assistance en espèces.<sup>44</sup> En outre, bien que la CVA ait été octroyée aux personnes déplacées en raison de conflits, de violence et de catastrophes naturelles, certaines situations de mobilité humaine ne sont pas favorables à l'utilisation de la CVA, notamment lorsque les populations ne veulent pas prendre le risque d'être enregistrées.<sup>45</sup>

Figure 3 : Aide en espèces et sous forme de bons 2016-2021 (Development Initiatives, 2022)



### La protection est de plus en plus privilégiée dans les interventions.

En 2016, le Comité permanent interorganisations (IASC) a élaboré [une politique sur la protection dans le cadre de l'action humanitaire](#) afin d'améliorer les efforts déployés à l'échelle du système, qui visent à intégrer les principes de protection dans les interventions. Les stratégies visant à protéger les civils se sont concentrées sur l'amélioration des engagements auprès des parties au conflit, des communautés touchées par des conflits et des structures de coordination nationales. Le renforcement de la protection se heurte à l'absence d'une compréhension commune, à des liens limités avec les multiples acteurs, qui sont requis pour soutenir les principes et les besoins de protection à grande échelle dans les contextes de conflit et de déplacement. Les progrès les plus importants ont été réalisés dans les domaines de la protection des enfants et de la protection contre violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). Les exemples incluent la formation de comités communautaires, la mise à disposition d'espaces sécurisés et séparés par sexe pour les enfants sans abri ainsi que le renforcement des capacités de la police locale en matière de protection de l'enfance.<sup>46</sup>

### Des progrès graduels ont été réalisés à travers l'amélioration de la redevabilité envers les populations affectées (AAP).

Le Grand Bargain (grand compromis) a appelé à une « révolution au niveau de la participation » afin d'améliorer les possibilités offertes aux personnes victimes de situations de crises et de faire entendre leur point de vue. Les principales avancées ont consisté à mettre en place des systèmes de rétroaction, des mécanismes de plainte et/ou de consultation.

44 Peachey, K., (2022). Making humanitarian assistance work better – seven big themes for 2023. CALP Network. <https://www.calpnetwork.org/blog/making-cva-humanitarian-assistance-work-better-seven-big-themes-for-2023/>

45 CALP. (2022). People are on the Move: Can the World of CVA Keep up? <https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2022/09/Executive-Summary-CVA-HM-EN-PROOF-2-1.pdf>.

46 ALNAP. (2022).

Peu d'éléments indiquent que les retours d'information reçus permettent d'éclairer les décisions ou de concevoir des programmes. Dans l'ensemble, les progrès en matière de « révolution au niveau de la participation » sont limités. L'aide humanitaire est encore souvent mal adaptée aux besoins les plus pressants des gens, et les populations touchées ne se sentent pas en mesure de participer aux décisions concernant l'aide.<sup>47</sup>

## Opérations

### La chaîne d'approvisionnement humanitaire a subi des perturbations.

La pandémie a considérablement perturbé la circulation des biens et des personnes, ce qui a eu un impact sur la chaîne d'approvisionnement de l'aide humanitaire et sa logistique. Ces perturbations ont incité certaines organisations à envisager des approches différentes de la gestion de la chaîne d'approvisionnement humanitaire, en diversifiant les sources d'approvisionnement, en augmentant le nombre de fournisseurs locaux, en accélérant la localisation des achats et par la mise en place de procédure de présélection d'appels d'offres en vue de faciliter l'approvisionnement local.<sup>48</sup> Il y a eu au départ une tendance à acheter des articles essentiels auprès de fournisseurs locaux, qui n'a pas été poursuivie. Le conflit en Ukraine a entraîné de nouveaux problèmes de la chaîne d'approvisionnement et a fait grimper les prix des denrées alimentaires et du carburant. L'augmentation des coûts d'exploitation, des prix des produits de base et de l'inflation contribue à la hausse des coûts d'approvisionnement et du transport des marchandises vers les zones touchées par les crises.<sup>49</sup> Avant ces augmentations de prix, des études avaient révélé que 60 à 80 % des dépenses humanitaires totales étaient consacrées à la logistique de l'acheminement de l'aide.<sup>50</sup> Cela a incité certaines organisations à mettre en commun leurs ressources afin d'optimiser l'efficacité opérationnelle, en créant des réseaux tels que le Réseau Logistique Humanitaire (RLH).

### On s'oriente vers une réponse écologique.

Les questions environnementales ont fait l'objet d'une attention croissante dans le cadre des interventions humanitaires. Certaines agences ont embauché du personnel pour améliorer leur viabilité et réduire les dommages causés à l'environnement. Elles développent des approches plus écologiques en matière de logistique, de flotte et d'approvisionnement.<sup>51</sup> Les organisations tentent de réduire l'impact environnemental de leurs opérations, en examinant leur empreinte carbone, en réduisant le plastique dans la chaîne d'approvisionnement, en améliorant la gestion des déchets et en utilisant des matériaux locaux dans la mesure du possible. L'utilisation accrue de programmes faisant appel aux transferts monétaires a également eu des effets positifs sur l'environnement, en réduisant le transport des articles de secours et en augmentant les achats locaux.

### Les attaques contre les travailleurs humanitaires sont en hausse.

Les attaques contre les travailleurs humanitaires ont augmenté de 54 % entre 2017 et 2020. Au cours de cette période, on a enregistré 947 attaques au total, incluant 1 688 travailleurs humanitaires parmi leurs victimes. Le taux d'attaques a également augmenté, atteignant 73 attaques pour 100 000 travailleurs humanitaires en 2020, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2017. Toutefois, le nombre d'attaques contre le personnel international a diminué au cours de cette période, tandis que les attaques contre les homologues nationaux et locaux ont augmenté.<sup>52</sup>

47 Metcalfe-Hough, V., Fenton, W., Saez, P., and Spencer, A. (2022).

48 ALNAP. (2021).

49 OCHA Services. (2022a).

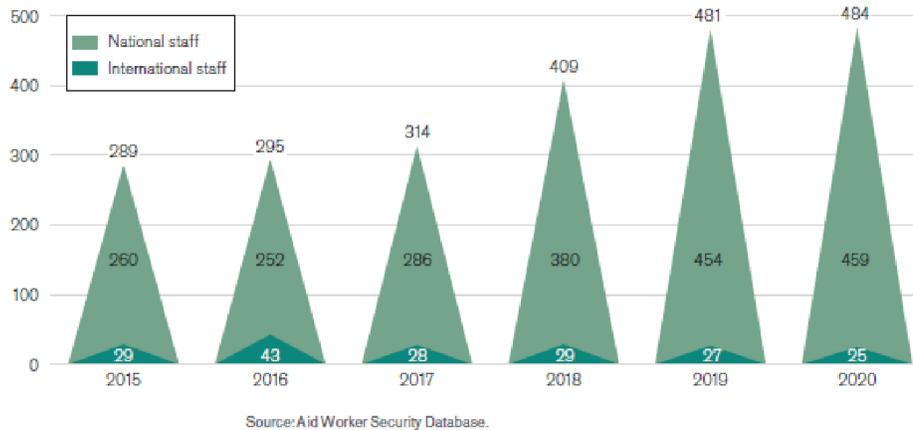
50 Lacourt, M and M. Radosta. (2019). Strength in Numbers: Towards a More Efficient Humanitarian Aid: Pooling Logistics Resources. <https://reliefweb.int/report/world/strength-numbers-towards-more-efficient-humanitarian-aid-pooling-logistics-resources>.

51 ALNAP. (2022).

52 Ibid.

Environ 95 % des victimes étaient des travailleurs humanitaires nationaux.<sup>53</sup> La tendance étant à la localisation, il est nécessaire d'envisager et de traiter le transfert des risques au personnel national.

Figure 4 : Victimes nationales et internationales d'attaques contre des travailleurs humanitaires de 2015 à 2020 (ALNAP, 2022)



### Les technologies sont de plus en plus utilisées pour améliorer la réponse humanitaire.

L'accent a été mis sur l'importance accrue de l'utilisation des technologies à travers les besoins humanitaires croissants, la reconnaissance que les décisions doivent être fondées sur des données, et la tendance au travail à distance en raison de la pandémie de COVID-19, qui ont tous joué un rôle clé. La pandémie a provoqué un changement vers une gestion à distance, tant en termes de coordination avec les partenaires locaux que de gestion des bénéficiaires à distance. Les organisations ont investi dans des moyens numériques afin d'intensifier les activités par le biais de méthodes à distance pour identifier, enregistrer et vérifier les personnes touchées. Ces organisations ont également élaboré des procédures pour la protection des données, le respect de la vie privée et la sécurité. Elles ont aussi accéléré l'utilisation de la technologie numérique pour communiquer à distance et partager des informations.<sup>54</sup> Des technologies émergentes ont été utilisées dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19, telles que l'intelligence artificielle qui a facilité la cartographie des épidémies, le diagnostic, le développement et le traitement des vaccins, ainsi que la fourniture d'informations et le soutien en matière de télésanté. La technologie a facilité l'aide en espèces et en bons grâce à l'utilisation de transferts numériques, de cartes prépayées, de virements bancaires ou de virements électroniques envoyés par téléphone portable. Les organisations ont créé des cartes de crise à l'aide de la télédétection et de l'imagerie satellite<sup>55</sup>, certaines utilisant des logiciels libres, des logiciels d'enquête mobiles et la technologie des drones pour collecter et analyser les données dans les zones touchées par les crises.<sup>56</sup>

## Éléments pertinents pour les organisations canadiennes

### Les changements opérés dans le système humanitaire et à travers ses actions ont des implications considérables pour les organisations canadiennes.

- Les organisations canadiennes devront s'adapter et opérer au sein d'un système humanitaire en mutation afin de demeurer pertinentes, de fonctionner efficacement et de coordonner leurs activités avec les acteurs du monde entier. Le Canada est signataire du Grand Bargain (Grand compromis). Plusieurs organisations humanitaires sont également signataires : CARE International, Secours

53 ALNAP. (2021).

54 Ibid.

55 Arendt-Casetta, L. (2021). From Digital Promise to Frontline Practice: New and Emerging Technologies in Humanitarian Action. <https://reliefweb.int/report/world/digital-promise-frontline-practice-new-and-emerging-technologies-humanitarian-action>

56 Belliveau, S. (2021). Open Source for Equality Case Study: OpenStreetMap Uganda. Open Source for Equality. [https://www.oseq.org/case\\_study\\_openstreetmap\\_uganda](https://www.oseq.org/case_study_openstreetmap_uganda)

islamique, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Vision mondiale et Oxfam. Il est probable que les politiques et les décisions prises par le Canada en matière de financement s'en trouveront modifiées, de manière à affecter une plus grande proportion des fonds directement aux organisations locales et à les soutenir afin qu'elles puissent jouer un plus grand rôle au premier plan. Le RIH, qui cherche à améliorer la visibilité des activités des organisations canadiennes, devrait également améliorer la visibilité et la reconnaissance du travail des acteurs locaux.

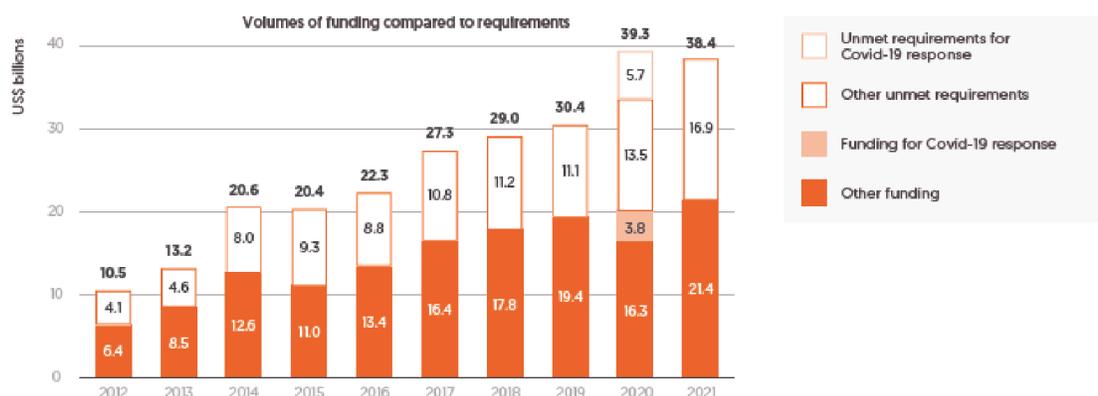
- Bien que le Canada ait appuyé le Pacte mondial sur les réfugiés, il reste cependant à voir s'il aura une incidence sur le nombre de réfugiés que le Canada accueille par le biais de volets d'immigration.
- Les organisations canadiennes doivent se maintenir au courant sur les politiques, les cadres et les mécanismes de coordination à l'échelle mondiale afin de s'assurer que les opérations sont déployées selon des normes élevées et en coordination avec d'autres organismes.
- Il y a de grandes opportunités d'échanges en matière d'apprentissage sur les nouvelles approches adoptées, en particulier l'approche triple Nexus et la réponse écologique, mais aussi celle d'examiner les possibilités d'innovation et d'utilisation accrue de la technologie.
- L'augmentation des coûts de la chaîne d'approvisionnement humanitaire favorisera l'utilisation de la CVA et peut également inciter à évaluer la manière dont les organisations canadiennes peuvent être plus efficaces dans l'approvisionnement et le pré-positionnement des stocks, ainsi que dans la mise en commun des ressources.

## 2.3 Le financement de l'action humanitaire

### L'écart de financement de l'aide humanitaire s'est creusé au cours de la dernière décennie.

L'aide humanitaire internationale (AHI) n'a pas suivi le quadruplement des besoins financiers. En 2021, 48 appels humanitaires ont été lancés, sollicitant 38,4 milliards de dollars pour 143 millions de personnes qui avaient besoin d'assistance humanitaire. Cela représente une légère baisse par rapport au pic de 39,3 milliards de dollars de 2020 pour 56 appels de fonds couvrant 63 pays, y compris le Plan mondial de réponse humanitaire (GRHP) à la COVID-19. Parallèlement, seuls 51 % des besoins financiers des appels de fonds lancés ont été satisfaits, soit un niveau de couverture historiquement bas.<sup>57</sup>

Figure 5 : Volume d'aide humanitaire par rapport aux besoins financiers d'appels lancés (Initiatives de développement, 2022)



57 ALNAP. (2022).

## L'écart de financement est également observé dans les programmes d'assistance humanitaire internationale (AHI) en dehors des appels de fonds lancés par les Nations unies.

En 2021, 71 % de l'ensemble de l'aide humanitaire internationale a été fournie dans le cadre d'appels de fonds coordonnés par les Nations unies. Le financement en dehors de ces appels de fonds passe principalement par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CR/RC), les agences des Nations Unies, des ONG et certaines entreprises du secteur privé. La couverture des appels de la FICR est descendue à un niveau historiquement bas de 52% en 2021, en dessous de la couverture moyenne de 72% observée entre 2017 et 2022. Les appels de fonds lancés par le CICR pour les situations de conflit ont atteint une couverture stable de 94% en 2021, au-dessus de la moyenne de 92%.<sup>58</sup>

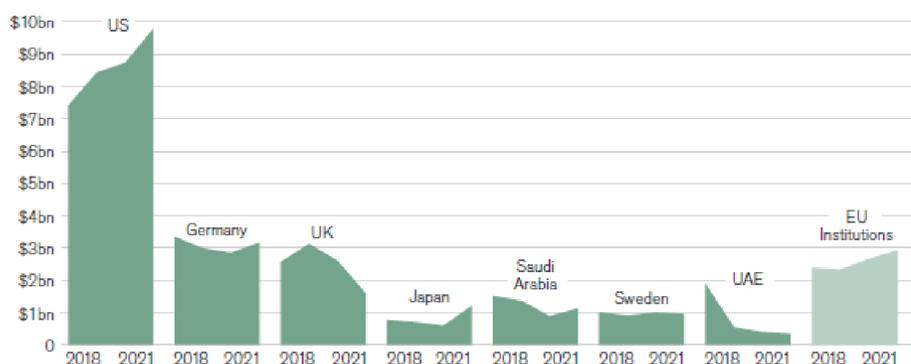
## Les pays aux prises avec des crises prolongées ont reçu une part croissante de l'AHI.

La part d'AHI destinée aux pays connaissant des crises prolongées est passée de 9,4 % en 2012 à 14 % en 2021. Les pays qui reçoivent le plus d'AHI sont le Yémen, la Syrie, l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Sud-Soudan. La sécurité alimentaire a toujours reçu le plus gros volume de financement, près de quatre fois plus que le deuxième plus gros groupe (en volume).<sup>59</sup>

## Le système humanitaire demeure financièrement concentré.

En 2021, près de la moitié de l'AHI provenait de cinq donateurs (États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Japon, ainsi que les institutions de l'UE). Au cours de la même période, les Émirats arabes unis ont apporté un soutien considérable, qui va en diminuant. Près de la moitié des fonds alloués aux organisations sont allés à trois agences des Nations unies (le Programme alimentaire mondial, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations unies pour l'enfance). 18 % des fonds ont été alloués à des ONG et 9 % au Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.<sup>60</sup>

Figure 6 : Aide humanitaire internationale fournie par les principaux pays donateurs, 2018-2021 (ALNAP, 2022)



58 Initiatives développement. (2022).

59 Ibid.

60 ALNAP. (2022).

## L'aide internationale du Canada a augmenté au cours des quatre dernières années.

Le montant total de l'aide au développement à l'étranger (APD) a augmenté de 8% entre 2019 et 2020, atteignant 5 milliards de dollars américains en 2020, avant de grimper à nouveau de 8% pour atteindre 6,3 milliards de dollars américains en 2021 (8,4 milliards de dollars canadiens). Cette hausse est due au soutien accru à la réponse et aux efforts de reprise face à la COVID-19, au doublement du financement climatique et à l'augmentation des dépenses en faveur de l'aide aux réfugiés dans les pays. Entre 2020 et 2021, la contribution du Canada à l'AHF a augmenté de 11,6 %, atteignant 752 millions de dollars canadiens en 2021. Le Canada est passé ainsi du huitième au sixième rang des donateurs du CAD de l'OCDE.<sup>61</sup> Les principaux bénéficiaires étaient l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Liban, le Soudan du Sud et le Mali.<sup>62</sup> La proportion des dépenses est d'environ 17 % pour l'aide humanitaire, 14 % pour le soutien aux réfugiés dans les pays donateurs. Environ un quart de l'APD du Canada est multilatérale sous forme de contribution de base à des organisations ; près de 30 % est bilatérale sous forme de financement alloué par l'intermédiaire d'organisations multilatérales ; et un peu moins de la moitié est bilatérale sous forme de financement direct aux pays partenaires.<sup>63</sup>

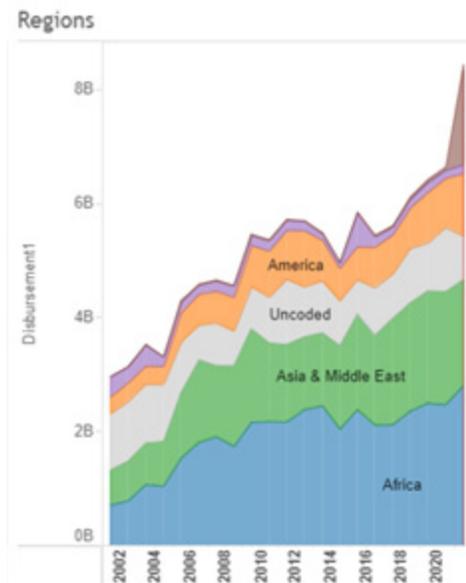


Figure 7 : Aide au développement du Canada à l'étranger (APD) par région en milliards (Plateforme canadienne de développement international, 2022)

## Les modèles de financement des donateurs publics n'ont pas changé au cours de la dernière décennie.

La majorité des financements (54%) est acheminée par l'intermédiaire d'organisations multilatérales (13,9 milliards d'USD). Viennent ensuite les ONG (20 %/5,1 milliards d'USD), les fonds de financement communs (1,9 milliard d'USD), le CR/CR (1,4 milliard d'USD) et le secteur public (0,9 milliard d'USD).<sup>64</sup> Le Canada achemine la majeure partie de son financement bilatéral par l'intermédiaire du secteur public (988 millions USD), suivi par les organisations multilatérales (805 millions USD), les ONG et les OSC (766 millions USD).<sup>65</sup>

61 Donor Tracker / Tracker de donateurs. (2022).

62 Canadian International Development Platform. (2022). Canada's Foreign Aid [database]. <https://cidpnsi.ca/canadas-foreign-aid-2012-2/>

63 Donor Tracker/ Tracker de donateurs. (2022).

64 ALNAP. (2022).

65 OECD. (2018). OECD Development Co-operation Peer Reviews: Canada 2018. [https://read.oecd-ilibrary.org/development/oecd-development-co-operation-peer-reviews-canada-2018\\_9789264303560-en#page106](https://read.oecd-ilibrary.org/development/oecd-development-co-operation-peer-reviews-canada-2018_9789264303560-en#page106)

## La proportion de financement direct aux acteurs locaux n'a pas sensiblement augmenté.

Malgré les engagements pris en faveur d'un financement de qualité et plus direct, la proportion de financement direct allant aux acteurs locaux et nationaux ne s'est guère améliorée. Entre 2017 et 2021, on a observé un pic de 3,3 % en 2018, avant qu'il ne tombe à son point le plus bas en 2021, soit 1,2 % du total de l'AHI. Néanmoins, le volume total de l'AHI alloués aux acteurs locaux, directement et indirectement, a augmenté de 341 millions USD pour atteindre 497 millions USD, la plus grande proportion (75 %) étant fournie indirectement par un ou plusieurs intermédiaires.<sup>66</sup>

## Les fonds de financement commun bénéficient d'un soutien accru.

Les Fonds de financement commun pour les pays (CBPF) des Nations unies, qui recueillent des fonds auprès de multiples donateurs, sont accessibles aux acteurs locaux et nationaux. Entre 2012 et 2021, le financement total du CBPF a presque triplé, atteignant 1 milliard de dollars américains en 2021. Plus de deux tiers des fonds proviennent de cinq pays (Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède et Norvège). Les ONGI ont déclaré recevoir une plus grande part de financement indirect par le biais de fonds de financement communs.<sup>67</sup> Les fonds communs sont également utilisés pour des mesures anticipatives. Le Start fund (fonds Start) du réseau START Network (réseau START) est un fonds flexible auquel les organisations locales peuvent accéder pour répondre aux crises. En 2020, 18% du fond Start a été consacré aux mesures anticipatives. Le Fonds d'assistance d'urgence en cas de désastre (DREF) de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) a également été utilisé pour l'action anticipative, en allouant plus d'un million de francs suisses (1 million de dollars) au financement basé sur les prévisions.<sup>68</sup>

Le Canada contribue régulièrement au Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies (CERF) des Nations unies et contribue de plus en plus aux fonds communs par pays (CBPF). Le Canada veille également à ce que des articles de secours soient prépositionnés et mis à la disposition de la communauté humanitaire en maintenant des stocks au Canada et aux Émirats arabes unis.<sup>69</sup>

## Le financement climatique peut atténuer la pression exercée sur les systèmes humanitaires.

Une partie du financement climatique se concentre sur l'action anticipative par le biais de l'adaptation. Les 34 pays confrontés à des crises prolongées en 2020 ont également reçu 1,6 milliard de dollars de financement climatique.<sup>70</sup> Le Canada s'est engagé à verser 5,6 milliards de dollars en financement climatique pour la période 2021-2026.<sup>71</sup>

## Le Canada a des partenariats bien établis avec des organisations humanitaires.

Le Canada a établi des partenariats avec des agences de l'ONU, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ainsi que des ONG, notamment la Banque de céréales vivrières du Canada (Canadian Foodgrains Bank). Le Fonds canadien pour l'assistance humanitaire a été créé pour fournir un soutien aux situations de crise soudaines et de faible ampleur, et il est accessible aux membres de la coalition humanitaire. De plus, le Fonds canadien d'initiatives locales dispose d'une réserve annuelle, administrée par les missions canadiennes à l'étranger pour fournir une aide immédiate. Le Canada dispose également d'un

66 Initiatives développement. (2022).

67 ALNAP. (2022).

68 Ibid.

69 OECD. (2018).

70 Initiatives développement. (2022).

71 Gouvernement du Canada. (2023). Financement climatique du Canada aux pays en développement <https://www.international.gc.ca/world-monde/funding-financement/climate-developing-countries-climatique-pays-developpement.aspx?lang=fra>

mécanisme de financement de contrepartie, à travers lequel il va doubler les fonds recueillis par les ONG. Toutefois, les fonds de contrepartie ne sont pas affectés aux projets des ONG, mais sont plutôt utilisés dans le cadre du processus d'allocation normal.<sup>72</sup>

## **On observe une baisse régulière du nombre de Canadiens qui versent des dons aux organismes de bienfaisance.**

Au cours des 15 dernières années, le pourcentage de personnes déduisant les dons de leurs impôts a diminué au Canada. Cette baisse concerne toutes les tranches d'âge, mais plus particulièrement les personnes âgées de 40 à 54 ans issues de familles à revenus élevés. Les jeunes sont moins nombreux à donner de l'argent, mais ils soutiennent le bénévolat et les collectes de fonds. La pandémie et l'inflation devraient encore réduire le montant total des dons aux organismes de bienfaisance.<sup>73</sup>

## **Éléments pertinents pour les organisations canadiennes**

### **Les changements observés en matière de financement d'actions humanitaires ont des implications pour les organisations humanitaires canadiennes.**

- Bien que le Canada ait augmenté son AHI, il n'y a pas nécessairement plus de fonds disponibles pour les ONG. Le Canada continuera à fournir des fonds par le biais de canaux multilatéraux et de mécanismes établis. La contribution au financement climatique est importante, mais il y a également beaucoup de concurrence pour les fonds qui ont un champ d'utilisation restreint.
- L'écart de financement qui demeure important implique que les organisations devront faire plus avec moins. Cela va renforcer la coordination et l'efficacité des interventions, et justifier davantage une évolution vers la localisation.
- Les efforts de collecte de fonds des ONG se feront concurrence dans un espace de plus en plus restreint, sur fond de hausse des prix.
- L'écart de financement peut également inciter à sortir des sentiers battus et à engager une réflexion plus créative en matière de financement et de nouveaux partenariats.

## **2.4 Équité, diversité, inclusion et justice**

### **Le mouvement de décolonisation de l'aide se développe.**

Le mouvement en faveur de la localisation est lié au débat croissant sur le pouvoir et la diversité dans le système humanitaire. Le système humanitaire est considéré comme étant imprégné de racisme structurel. Il reflète le système de l'ère coloniale et renforce donc une dynamique coloniale, caractérisée par une concentration du pouvoir de décision dans les pays du Nord, par la dévalorisation des compétences et de l'expérience du personnel local, et par l'idéologie du « sauveur blanc », particulièrement visible dans le cadre de la collecte de fonds.<sup>74</sup>

<sup>72</sup> OCDE. (2018).

<sup>73</sup> CanaDon. (2022). Les dons à la croisée des chemins : tendances générationnelles, incertitudes liées à la pandémie et pression sans précédent sur les organismes de bienfaisance [https://www.canadahelps.org/media/Le\\_Rapport\\_Sur\\_Les\\_Dons\\_2022-04.pdf](https://www.canadahelps.org/media/Le_Rapport_Sur_Les_Dons_2022-04.pdf).

<sup>74</sup> Peace Direct. (2020). Time to Decolonise Aid. Insights and lessons from a global consultation. <https://resourcecentre.savethechildren.net/pdf/time-to-decolonise-aid.pdf/>.

Il est également considéré comme un modèle d'entreprise axé sur l'offre, avec des hypothèses ou préjugés paternalistes sur les besoins des autres.<sup>75</sup> De nombreuses organisations mènent actuellement des réflexions sur le profil et la composition de leur personnel et dirigeants, élaborant des stratégies qui visent à accroître la diversité de leur personnel. Toutefois, en 2021, on constate peu de progrès concernant la lutte contre le racisme sur le lieu de travail, et l'assurance que le leadership reflète les personnes dans le besoin, et/ou qu'ils considèrent les partenaires locaux comme étant pleinement compétents.<sup>76</sup>

Au Canada, on observe une augmentation du nombre d'organisations travaillant à l'international, et qui se sont engagées à intégrer des pratiques antiracistes, tel qu'indiqué dans le [Cadre sur l'antiracisme du secteur de la coopération internationale du Canada](#). Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour garantir la mise en place d'efforts cohérents et responsables visant spécifiquement à promouvoir et à soutenir la lutte contre le racisme au sein des organisations.<sup>77</sup>

### **Les organisations intègrent de plus en plus de mécanismes de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PEAS).**

Des scandales retentissants ont donné de l'élan à PEAS. Le mouvement #AidToo a également attiré l'attention sur le harcèlement sexuel qui sévit depuis longtemps dans le secteur humanitaire. De nouveaux mécanismes interinstitutionnels ont été élaborés, tels que la stratégie de l'IASC pour la PEAS et ses principes fondamentaux, qui déclarent que l'exploitation et les abus sexuels (EAS) par des travailleurs humanitaires sont des fautes graves et interdites. Au cours des quatre dernières années, on a assisté à une augmentation des ressources et à l'embauche de personnel spécialisé dans la PEAS, en partie due aux exigences de conformité des donateurs. La mise en œuvre est toutefois ponctuelle.<sup>78</sup>

### **La violence sexuelle reste très répandue dans les zones de conflits et les contextes humanitaires.**

La violence sexuelle est signalée dans divers contextes de conflit et d'urgence, où les conditions de sécurité se sont dégradées et où l'accès aux services humanitaires est limité. Les femmes et les filles courent un risque accru de violence fondée sur le genre (VFG) dans les situations d'insécurité alimentaire, avec une augmentation de la violence entre partenaires intimes, des viols et des mariages d'enfants survenant dans les situations de sécheresse sévère.<sup>79</sup> Comme indiqué ci-dessus, la protection est de plus en plus intégrée aux interventions. La protection des enfants ainsi que la violence sexuelle et sexiste sont les domaines où les progrès sont les plus importants.

75 ALNAP. (2022).

76 Alexander, J. (2022).

77 Anti-Racisme en Coopération. (2022). Engagement collectif : Soutenir les efforts vers une transformation antiraciste dans le secteur de la coopération internationale au Canada <https://centre-arc-hub.ca/fr/docs/engagement-collectif-soutenir-les-efforts-vers-une-transformation-anti-raciste-dans-le-secteur-de-la-cooperation-internationale-au-canada-2022/>

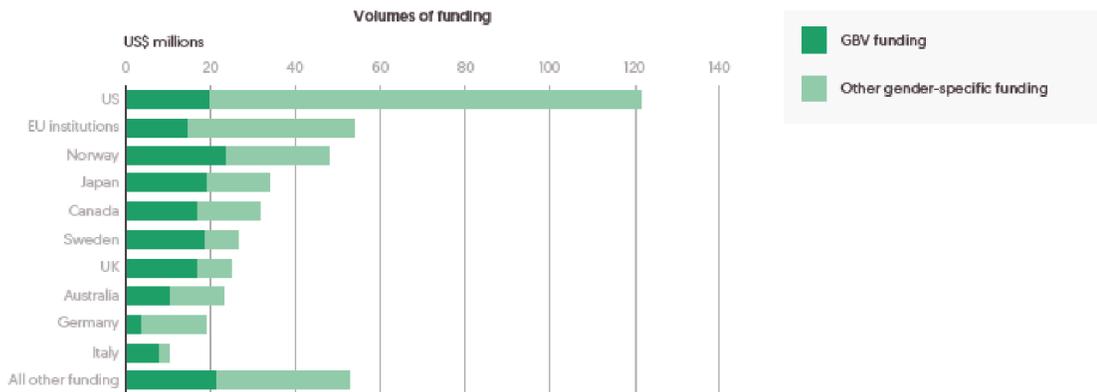
78 ALNAP. (2022).

79 Anti-Racisme en Coopération. (2022). Engagement collectif : Soutenir les efforts vers une transformation antiraciste dans le secteur de la coopération internationale au Canada <https://centre-arc-hub.ca/fr/docs/engagement-collectif-soutenir-les-efforts-vers-une-transformation-anti-raciste-dans-le-secteur-de-la-cooperation-internationale-au-canada-2022/>

## Le financement ciblé sur la violence sexuelle et la violence sexospécifique progresse mais demeure toutefois insuffisant.

Le financement total spécifique au genre, ciblant principalement les VFG, a doublé entre 2018 et 2021. Cependant, la VFG reste gravement sous-financée, car les besoins ont dépassé les augmentations de financement. L'égalité des genres et la programmation en matière de VFG n'ont reçu que 12 % de leurs besoins de financement en 2022.<sup>80</sup> Le Canada consacre 4 % de son AHI à des opérations sexospécifiques, ce qui le place au quatrième rang des pays donateurs.<sup>81</sup>

Figure 8 : Largest donors of gender-specific international humanitarian assistance, 2021 (Development Initiatives, 2022)



## Les groupes marginalisés font l'objet d'une attention accrue à l'échelle du système humanitaire.

Des investissements ont été réalisés pour transformer les engagements généraux en faveur de l'inclusion en lignes directrices et en cadres clairs, tels que le [marqueur de genre et d'âge \(MGA\)](#) mis à jour par le Comité permanent interorganisations (IASC). Cela a permis d'accorder une plus grande attention aux besoins des femmes, des personnes âgées et des personnes handicapées. Cependant, l'action humanitaire ne s'intéresse encore que très peu aux personnes LGBTQI. Il existe également un fossé entre des politiques fortes en matière de genre et de handicap et les réalités opérationnelles.<sup>82</sup>

## L'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire fait l'objet d'une attention accrue.

La « [Charte sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire](#) » a été lancée lors de l'Assemblée mondiale de la santé en 2016. Elle a été approuvée par 32 États, dont le Canada. Des directives spécifiques ont été élaborées en 2018 pour soutenir l'inclusion du handicap dans les plans d'intervention humanitaire. Le suivi de l'inclusion du handicap a gagné en visibilité à travers le « [Humanitarian Need Overview](#) » (l'aperçu des besoins humanitaires) de 2019, à la suite de l'utilisation des « [Washington Group short-set questions](#) » (questions abrégées du Washington Group) dans l'intervention en Syrie. En 2019, [les lignes directrices du CPI sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire](#) ont été publiées, qui promeuvent une participation significative des personnes handicapées dans l'action humanitaire. Le processus d'élaboration des lignes directrices a été aussi important que le produit final, car il a rassemblé les organisations centrées sur les personnes handicapées aux côtés des acteurs humanitaires pour définir les normes de l'action humanitaire qui intègrent et tiennent compte du handicap.<sup>83</sup> Il existe des cas documentés d'organisations qui intègrent le handicap dans l'évaluation des besoins et des interventions. Cependant, lorsqu'il s'agit de traduire les évaluations en progrès, cela s'avère beaucoup plus limité et incohérent.<sup>84</sup>

80 OCHA Services. (2022b).

81 Development Initiatives. (2022).

82 ALNAP. (2022).

83 Lange, K. (2020). Disability Inclusion in Humanitarian Action. Humanitarian Exchange (Humanitarian Exchange Issue 78). Humanitarian Exchange. [https://odihpn.org/wp-content/uploads/2020/10/HE-78\\_disability\\_WEB\\_final.pdf](https://odihpn.org/wp-content/uploads/2020/10/HE-78_disability_WEB_final.pdf)

84 ALNAP. (2022).

## Le Canada a affirmé son engagement envers la Protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS).

Lors du G7 de 2018, le Canada a négocié la [Déclaration de Whistler sur la protection contre l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements dans le domaine de l'aide internationale](#). Cette déclaration engage les ministres du Développement du G7 à collaborer pour protéger les personnes contre l'exploitation et les abus sexuels dans le cadre de l'aide internationale et à y réagir. Le Canada est également membre du Groupe de référence du Comité d'aide au développement (CAD) sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a préparé la [Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire](#). Affaires mondiales Canada a deux exigences liées à la PEAS pour les organisations qui reçoivent des fonds pour des programmes internationaux : 1) élaborer, publier et appliquer des codes de conduite qui interdisent explicitement l'exploitation et les abus sexuels, conformément aux six principes fondamentaux du Comité permanent interorganisations relatifs à l'exploitation et aux abus sexuels et aux huit normes minimales de fonctionnement qui les accompagnent, et 2) signaler toute allégation crédible à l'unité chargée de la PEAS.<sup>85</sup>

## Éléments pertinents pour les organisations canadiennes

### Les tendances en matière d'équité, de diversité, d'inclusion et de justice ont des implications pour les organisations humanitaires canadiennes.

- Les organisations canadiennes font partie du système humanitaire occidental et doivent se pencher sur la manière dont elles travaillent avec les organisations du Sud, sur l'image reflétée par leurs structures organisationnelles internes ainsi que par leurs efforts de communication et de collecte de fonds.
- Un financement limité nécessitera de prioriser l'aide aux plus vulnérables, notamment les groupes marginalisés, les femmes et les jeunes filles, les personnes handicapées, etc. Cette priorité doit faire partie intégrante de la programmation humanitaire et de la conception de la réponse humanitaire.
- Les donateurs ont généralement des exigences en matière de genre et d'inclusion. Le Canada accorde une attention particulière à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes dans le cadre de sa politique d'aide internationale féministe.
- Les organisations canadiennes ont le devoir de prévenir l'exploitation et les abus sexuels dans le cadre de leurs activités. Sachant que la violence sexuelle est très répandue, il est impératif que les efforts de protection et de prévention soient intégrés dans les activités d'aide humanitaire.

<sup>85</sup> Digna. (2022). Exigences d'Affaires mondiales Canada. <https://digna.ca/fr/exigences-daffaires-mondiales-canada/>

## 3. Réseaux humanitaires

Le système humanitaire est vaste et complexe. Il existe de nombreux réseaux, groupes de travail, de groupes de réflexion et autres entités, qui ont pour objectif d'améliorer l'efficacité du système. Ce qui suit est une liste non exhaustive de réseaux sur lesquels le RIH peut s'appuyer ou avec lesquels il peut collaborer.

### Recherche et formation

[Le réseau d'apprentissage actif pour la redevabilité et la performance dans l'action humanitaire \(Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action - ALNAP\)](#) : Il s'agit d'un réseau mondial d'ONG, d'agences de l'ONU, de CR/CR, de donateurs, d'universitaires et de réseaux dédiés à apprendre comment améliorer les réponses aux crises humanitaires. L'ALNAP facilite l'apprentissage, mène des recherches originales, organise des ateliers et des événements, et dispose de nombreuses ressources. Les membres de l'ALNAP contribuent financièrement ou en nature, sont tenus informés, peuvent éclairer les initiatives de recherche, et participer à des événements. L'ALNAP a obtenu un financement d'AMC pour certaines de ses recherches et initiatives. Le RIH a la possibilité de coordonner avec l'ALNAP à la participation à des événements, d'inviter des conférenciers sur des thèmes prioritaires pour le RIH et de partager des recherches/documents pertinents avec les membres.

[ACAPS](#) : Fournisseur indépendant d'informations dans le domaine de l'analyse et de l'évaluation des besoins humanitaires. ACAPS met à disposition des ressources et des données sous divers formats. Le RIH peut tirer parti des informations fournies pour contribuer à éclairer les opérations canadiennes et demander un soutien pour des sessions de formation, des analyses conjointes ou des ateliers d'élaboration de scénarios.

[Carrefour des réfugiés \(Refugee Hub\)](#) : Basé à l'Université d'Ottawa, le Carrefour des réfugiés œuvre à la jonction entre recherche, politique et programmes pour concevoir des solutions pour la protection des réfugiés. Ce carrefour soutient l'Initiative mondiale de parrainage de réfugiés qui vise à favoriser l'adoption du parrainage communautaire dans le monde entier, ainsi que celle d'initiatives menées au Canada telles que le Programme d'appui au parrainage de réfugiés (PAP réfugiés). Il dirige des projets de recherche et de politique portant sur le système international de protection des réfugiés, la gouvernance des migrations internationales, l'accès à la justice, les cadres de protection et le parrainage des réfugiés. Le Carrefour des réfugiés représente une ressource pour le RIH et ses partenaires en matière d'initiatives relatives à la protection des réfugiés.

[Academy for Humanitarian Action](#) : L'AHA est une institution de formation continue dans le secteur humanitaire. Elle offre des formations en présentiel et en ligne, qui reposent sur des normes internationales. L'AHA est une ressource qui facilite les possibilités de formation pour les membres du RIH.

[Centre for Humanitarian Leadership](#) : Le CHL a pour objectif d'influencer le changement au sein du système humanitaire par le biais de l'analyse critique, l'éducation et la recherche, ainsi que par des contributions aux politiques et à la pratique. Le centre effectue des recherches dans les domaines de l'analyse contextuelle, de la transformation systémique et du bien-être. Le CHL offre des cours en vue de l'obtention de certificats d'études supérieures et de maîtrises. Le CHL organise également la Conférence de leadership humanitaire. Il s'agit d'une source de ressources permettant au RIH de partager des recherches et de tenir ses membres connectés aux événements.

[Humanitarian Leadership Academy](#) : L'HLA est une initiative mondiale d'apprentissage visant à faciliter les partenariats et les opportunités de collaboration. Elle fournit une plateforme mondiale pour des cours en ligne autoguidés, ainsi que des formations en présentiel à l'échelle locale. L'HLA est une ressource offrant des possibilités d'apprentissage aux membres du RIH.

[Harvard Humanitarian Initiative](#) : L'HHI offre des cours gratuits en ligne sur les principes fondamentaux de réponse humanitaire, ainsi que des opportunités de formation professionnelle pour les dirigeants, les cadres et les praticiens. L'HHI mène des recherches sur des sujets tels que les stratégies humanitaires, la résilience, la technologie et l'innovation. Il s'agit d'une ressource permettant au RIH de connecter ses membres aux opportunités d'apprentissage, d'être tenu informés sur les tendances émergentes et d'identifier éventuellement des intervenants/invités pour des événements.

[Canadian Network of Humanitarian History](#) : Réseau canadien d'histoire humanitaire : Un réseau pluridisciplinaire de chercheurs qui se penchent sur l'histoire de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. C'est un réseau à connaître, à travers lequel le RIH peut éventuellement être informé des recherches pertinentes du secteur.

[Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence](#) : Le Hub ESU est une alliance d'États et d'organisations visant à renforcer la visibilité, l'engagement et le financement de l'ESU. Il vise à garantir que les enfants et les jeunes touchés par les crises aient accès à une éducation de qualité et la mènent à son terme. L'adhésion est ouverte à l'ONU, aux gouvernements, aux ONG, aux OSC, aux réseaux, aux institutions académiques et à tout autre institution. C'est l'occasion pour le RIH ou pour l'un de ses membres de se connecter à cette plateforme mondiale, d'y représenter les organisations canadiennes et d'échanger des connaissances.

## Coordination et échange de connaissances

[Uganda Learning, Evaluation, Accountability and Research Network \(U-LEARN\)](#) : Le réseau rassemble les acteurs travaillant dans le domaine de l'intervention en faveur des réfugiés en Ouganda. Il facilite l'accès aux ressources, le partage des connaissances et la conception de nouveaux apprentissages s'il y a des lacunes, pour une plus grande adoption de l'intervention en faveur des réfugiés. Il est également dirigé par un consortium d'ONG. Il représente une ressource d'apprentissage pour le RIH sur le 'triple nexus', les interventions en faveur des réfugiés, et la responsabilité envers les personnes touchées. C'est un modèle intéressant du partage des connaissances dont on peut s'inspirer. C'est une ressource pour toutes les organisations canadiennes qui soutiennent les interventions en faveur des réfugiés en Ouganda.

[Le Conseil International des Agences Bénévoles \(CIAB\)](#) : Le CIAB est un réseau mondial d'ONG, qui a pour mission de rendre l'action humanitaire plus efficace et davantage fondée sur des principes. Il dispose de centres régionaux dans quatre régions du monde (Afrique, Amérique latine, Asie et Pacifique, ainsi que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord). Le CIAB met l'accent sur la migration forcée, la coordination et le financement, disposant de groupes de travail pour chaque thématique. Le RIH est le seul membre canadien du CIAB.

[Semaines des réseaux et partenariats humanitaires](#) : Un événement annuel de trois semaines à travers lequel les réseaux et partenariats humanitaires se rencontrent pour aborder des questions humanitaires clés. Il comprend également le programme 'Leading-Edge', une plateforme collaborative accessible toute l'année, qui est dédiée aux réseaux et partenariats humanitaires pour l'élaboration de solutions durables aux problèmes de préparation et de réponse aux situations d'urgence.

[InterAction](#) : InterAction is a convener and voice for US-based NGOs working to eliminate extreme poverty, strengthen human rights, and promote peace. Members are NGOs of all sizes, faith-based and secular. It is the largest US-based coalition of international NGOs. Several members of HRN are part of the network (e.g., AAH, CRS, HI, CARE, Islamic Relief (USA), MCC (US), Oxfam (America), Plan International, Save the Children). The network advocates on behalf of members to US Congress and the UN. There are additional networking, information-sharing, and capacity building opportunities. Dues are assessed annually based on their expenses in most recent years. They have a standing invitation to the UN Inter-Agency Standing Committee.

## Équité, diversité, inclusion et justice

[L'Alliance pour la protection des enfants dans l'action humanitaire](#) : L'alliance soutient les efforts visant à mettre en place des interventions de protection de l'enfance efficaces et de qualité dans les contextes humanitaires. Elle compte 212 organisations membres. Elle travaille à l'établissement de normes et de directives, au renforcement des capacités, à l'apprentissage et au développement, à la production de connaissances et de données factuelles. Elle dispose de groupes de travail thématiques qui contribuent à la production de preuves et à l'amélioration des connaissances et des compétences. Ses membres incluent Save the Children, Plan International, le Secours islamique mondial et Vision mondiale.

[International Disability Alliance](#) : Alliance comprenant 14 organisations mondiales et régionales de personnes handicapées. L'Alliance a pour vocation de promouvoir la mise en œuvre effective et intégrale de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Elle est considérée comme la voix dotée de la plus autorité et la plus représentative des personnes handicapées.

[Humanitarian Women's Network](#) : (Réseau des femmes humanitaires) - Un réseau de plus de 11 000 femmes travaillant dans plus de 100 ONG. Il offre le développement professionnel, un soutien par les pairs et un plaidoyer mondial. Le réseau vise à créer un environnement de travail au sein du secteur humanitaire où les femmes peuvent travailler sans discrimination, sans harcèlement et sans abus.

## Localisation

[START Network](#) : Constitué de plus de 80 ONG réparties sur cinq continents, le réseau START qui inclue des ONG internationales, nationales et locales, soutient l'innovation, le financement accéléré, les actions précoces et la localisation. Il dispose de centres au Guatemala, en Inde, dans la région du Pacifique, en RDC et au Pakistan pour faciliter les efforts de coordination. Ceux-ci contribuent au transfert du pouvoir, des ressources et de la prise de décision aux réseaux et aux organisations dirigés localement.

[Local to Global Protection Network](#) : Réseau « Local to Global Protection » (de la protection locale à la protection mondiale) - Le réseau milite en faveur d'une localisation significative en documentant et en promouvant les perspectives et les réponses locales en matière de protection dans les crises humanitaires majeures. Il sert de base à l'approche intitulée « réponse menée par les survivants et la communauté » (SCLR). Il s'agit d'une collaboration entre des organisations locales/nationales et des agences internationales. Ces organisations fournissent des ressources et offrent des formations sur l'approche SCLR.

[Network for Empowered Aid Response \(NEAR\)](#) : (Réseau pour une aide renforcée) - Il s'agit d'un mouvement d'OSC locales et nationales du Sud. NEAR a pour objectif d'influencer les prises de décision, d'inciter à des changements de politiques et de soutenir l'établissement d'un agenda dans les processus politiques mondiaux.

[Alliance for Empowering Partnerships \(A4EP\)](#): L'A4EP est une alliance d'activistes qui représentent et soutiennent des organisations de la société civile dans différents pays à travers un modèle de coopération Sud-Sud ou de coopération triangulaire. Elle est signataire du « Grand compromis » (Grand Bargain), qui soutient le mouvement en faveur de la localisation.

[Charter4Change et ses groupes de travail](#): Une initiative menée par des ONG nationales et internationales pour faire avancer les engagements pris dans le cadre du « Grand compromis » (Grand Bargain). Plusieurs ONGI signataires, qui sont résolues à faire progresser la localisation, font également partie du RIH, notamment CARE, CRS, Islam Secours islamique mondial, Oxfam, et WarChild (UK). Elle comprend des groupes de travail thématiques couvrant le plaidoyer, la coordination, la capacité ainsi que le groupe de travail des endosseurs.

[Women of Color Advancing Peace, Security, and Conflict Transformation](#): (Femmes de couleur pour la paix, la sécurité et la transformation des conflits) - WCAPS est une plateforme pour les femmes de couleur, visant à faire avancer le leadership et le développement professionnel dans les domaines de la paix internationale, de la sécurité et de la transformation des conflits. Elle comprend une section au Canada qui a créé une coalition de femmes leaders pour faire entendre et valoir les voix des communautés autochtones aux réfugiés et à leurs alliés dans le but de plaider pour la paix tant au pays qu'à l'<http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=E/ESCAP/65/11&Lang=Fétranger>. WACPS offre du mentorat, du réseautage et organise des réunions-débats d'experts.

## Opérations et logistiques

[Réseau CALP](#): CALP est un réseau mondial de 90 organisations œuvrant dans le domaine de l'assistance humanitaire en espèces et en bons d'achat. Le réseau cherche à améliorer les situations des personnes touchées par des crises et à harmoniser les approches afin d'optimiser et d'étendre l'assistance sous forme d'espèces et de bons. Il s'agit d'une ressource essentielle pour toute organisation souhaitant accroître le CVA au sein de ses opérations, qui offre des ressources et des possibilités de formation.

[Stratégie de prépositionnement des approvisionnements d'urgence](#): ESUPS vise à améliorer la prévisibilité et la pertinence des fournitures d'urgence prépositionnées. Il est dirigé conjointement par un grand nombre d'intervenants humanitaires.

[Global Inter-Agency Security Forum](#): Forum d'ONG dirigé par ses membres dans le but d'influer sur la bonne gestion des risques de sécurité. De nombreux membres du RIH (les sièges internationaux) font partie de ce réseau.

[Environment and Humanitarian Action Network](#): (Réseau pour l'environnement et l'action humanitaire) - L'EHA est un réseau informel visant à éviter, minimiser ou atténuer l'impact environnemental des actions humanitaires. Ce réseau promeut la collaboration pour faire avancer les politiques humanitaires, la communication et le plaidoyer commun, la formation et l'élaboration de normes, de directives et d'outils en matière d'environnement. Il pourrait constituer une ressource pour le RIH et ses membres.

[Réseau logistique humanitaire](#): Coopérative fondée par neuf organisations dans le but d'optimiser la logistique humanitaire par la mise en commun de ressources et de plaidoyer (ACTED, Action Contre la Faim, Croix-Rouge française, Oxfam, Plan). Elle possède une bibliothèque de connaissances sur la logistique et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et organise des événements connexes. Il s'agit d'un modèle qui pourrait intéresser le RIH et ses membres.

[H2H Network](#) : (Réseau H2H) H2H offre des produits et des services à d'autres organisations humanitaires, notamment l'établissement de normes, le renforcement des capacités, la collecte de données, la sécurité et la logistique.

[Inter-Agency Procurement Group](#) : (Groupe inter-agences sur les achats) - L'IAPG est un réseau de professionnels de la logistique de plus de 30 ONG qui échangent des informations, fournissent conseils, collaboration et partage des connaissances en matière d'achats et de chaîne d'approvisionnement.

[Atlas Logistique](#) : Atlas Logistique est une unité opérationnelle d'Humanité et Inclusion spécialisée dans l'acheminement de l'aide humanitaire. L'équipe comprend 15 experts techniques et un bassin de 75 professionnels qui sont déployés ou prêts à être déployés pour évaluer les besoins logistiques dans les 48 heures suivant une urgence. Les membres du RIH ont la possibilité d'apprendre et de collaborer avec Atlas Logistique..

## À propos de Coopération Canada

Coopération Canada rassemble les organisations canadiennes de développement international et d'aide humanitaire et défend leurs intérêts en réunissant les leaders du secteur, en influençant les politiques et en renforçant les capacités. Ensemble, nous travaillons avec des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur du Canada pour construire un monde équitable, sûr et durable pour tous-tes.

## Reconnaissance des terres

Coopération Canada reconnaît l'oppression et la colonisation historiques et continues de tous les peuples, cultures et terres autochtones dans ce que nous appelons aujourd'hui le Canada. Le territoire sur lequel se trouve le bureau de Coopération Canada est le territoire traditionnel non cédé du peuple Algonquin Anishnaabe. Nous croyons que la justice sociale au Canada et dans le monde dépend de la réconciliation avec tous les peuples autochtones, y compris les Premières nations, les Métis et les Inuits, qui sont les premiers gardiens de la terre que nous sommes reconnaissant-e-s de partager.

[www.cooperation.ca](http://www.cooperation.ca)

39, Avenue McArthur 613-241-7007

Ottawa, ON, K1L 8L7 [info@cooperation.ca](mailto:info@cooperation.ca)

Tous droits réservés. © Coopération Canada 2023